

NON À L'ENFERMEMENT ADMINISTRATIF



PAS DE CRA, PAS DE LRA, NI ICI, NI AILLEURS !

ICI À MÉRIGNAC

Un méga CRA* va ouvrir dans le bioparc de Mérignac. Jusqu'à 140 personnes, hommes et femmes, pourront y être enfermées, pour le seul motif de ne pas avoir de papiers français.

La France est le pays qui enferme le plus de personnes étrangères en Europe ! Chaque année, près de 50 000 personnes sont concernées. Depuis la loi Rodwell de juillet 2026, la durée de l'enfermement peut aller jusqu'à 7 mois.

NOUS REFUSONS CETTE POLITIQUE

Dès le début du projet de construction, le collectif antiCRA 33 s'est constitué pour s'y opposer.

Toutes les initiatives prises, sur le plan judiciaire comme militant, n'ont pu empêcher l'aboutissement de ce projet, qui a reçu l'approbation du Conseil de Bordeaux Métropole. Il est plus que nécessaire de continuer à nous opposer, collectivement, à cette politique d'enfermement discriminatoire.

EXIGEONS la liberté de circulation et d'installation et la régularisation de toutes et tous !

1^{er} OCTOBRE 2026 RENDEZ-VOUS À L'AIRE DE COVOITURAGE DE MÉRIGNAC* de 17h à 20H !

* R889+9V Mérignac (sortie 12, deuxième rond-point après avoir franchi la rocade, entrée du crématorium).



PAS DE CRA, NI ICI NI AILLEURS !

Un Centre de rétention administrative (CRA) ou un Local de rétention administrative (LRA) est un lieu où l'État enferme des personnes étrangères. Elles n'y sont pas condamnées par un tribunal : leur enfermement est une mesure administrative, prise parce qu'elles sont sous le coup d'une mesure d'expulsion. Mesure qui n'est pas toujours légale, et qui est souvent injuste. Ainsi, des personnes peuvent être privées de liberté jusqu'à 7 mois pour la seule raison qu'elles n'ont pas de titre de séjour français ! Qui sont-ils ? Vous les côtoyez tous les jours : amis, cousins, voisins, livreurs de pizzas à toute heure, commerçants du quartier, bénévoles d'association, aides-soignants, footballeurs...

Les CRA c'est quoi ?

Des lieux d'enfermement pour des motifs exclusivement administratifs, et non en raison d'une infraction pénale. L'isolement, l'angoisse et la peur permanente de l'expulsion. Des conditions de vie qui dégradent la santé physique et mentale des personnes. Une politique qui traite des êtres humains comme un problème à faire disparaître. Des atteintes aux droits fondamentaux et des violences institutionnelles.

Nous refusons cette politique.

Un « plan CRA » a été annoncé par l'Etat français pour ouvrir jusqu'à 3000 places d'ici 2027. A Mérignac, Dijon, Béziers, Dunkerque, Nantes, Mayotte, Nice, une dizaine d'énormes lieux d'enfermement sont en construction. Nous refusons la banalisation d'une politique migratoire toujours plus répressive et liberticide.

Nous défendons :

La fin de l'enfermement administratif des personnes étrangères ;

Le respect de la dignité et des droits fondamentaux de toutes et tous ;

La liberté de circulation et d'installation ;

La régularisation des personnes étrangères.

Rejoignez le Collectif Anticra 33

anticra-mobilisation@riseup.net / Facebook & Instagram : Bordeaux Anticra